

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

# Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

## Déclaration du groupe des Associations

Si comme le souligne ce Rapport les indicateurs économiques s'améliorent dans l'ensemble, il n'en demeure pas moins que les inégalités s'accroissent. Le bilan dressé par les indicateurs complémentaires au PIB apporte quant à lui une vision bien contrastée de notre société : entre satisfaction et inquiétudes. Le retour sur investissement à ceci de particulier que la notion de temps long qui lui est liée entre en contradiction avec le temps « politique » qui est de court terme, il faut donc du courage pour traiter cette question essentielle.

Le taux d'emploi des jeunes et des seniors est plus que préoccupant. Il importe que l'insertion par l'activité économique dans l'entreprise, y compris associative, soit favorisée de manière pérenne et concertée avec les acteurs. Et parce qu'il est urgent de penser à long terme, il est temps d'investir dans l'humain.

Le groupe des associations partage toutes les préconisations mettant l'accent sur la formation initiale et continue. Éducation et culture sont extraordinaires : plus on les partage, plus il y en a ! Accroître les efforts de la Nation dans le financement de l'éducation est nécessaire pour sortir des déterminismes sociaux et lutter contre la pauvreté.

Si l'on veut donner les moyens aux enfants d'aujourd'hui de construire demain le monde dans lequel ils vont vivre, et ne pas seulement le subir, alors il faut leur donner les moyens d'être créatifs, pas seulement de savoir coder ! La créativité doit être stimulée par les arts et la pratique culturelle pour qu'ils puissent demain avoir les moyens d'oser imaginer le monde autrement.

Ce qui vaut pour l'éducation vaut également pour l'investissement dans la recherche, autre priorité indiquée par le Rapport : la créativité, avant même l'argent, est le premier moteur de la recherche.

D'autre part, il nous faut aujourd'hui concilier la difficulté à penser le monde dans lequel nous vivons de manière globale avec l'impératif à agir localement, en s'appuyant sur les acteurs du terrain et sans stériliser d'en haut les dynamiques déjà à l'œuvre sur les territoires.

Si l'État doit prendre toute sa place, il doit trouver sa juste place. Ainsi, si le bilan à mi-parcours des Contrats de plan État-Régions ne nous est pas encore connu, il est pourtant essentiel d'anticiper les prochains en 2020 en y associant tous les acteurs. Le groupe des associations soutient, comme le fait ce Rapport, que l'on ne peut plus définir l'investissement public en se limitant aux seuls actifs tangibles et qu'il faut y adjoindre les dépenses d'éducation ou de santé ainsi que celles en capital immatériel, qui s'avèrent déterminantes pour la croissance et le développement durable.

Enfin, il existe aujourd'hui dans notre pays des dynamiques citoyennes qui sont une source de richesse que l'on ne regarde pas ou pas assez, richesse du lien social et des solidarités, richesse d'être utile et de se sentir utile, richesse du partage des ressources culturelles...

Ainsi, comme le souligne le récent rapport, *Pour une politique de vie associative ambitieuse et le développement d'une société de l'engagement*, aux côtés des autres familles de l'ESS, les associations sont au cœur de bien des transformations silencieuses de notre société.

C'est pourquoi, nous appelons de nos vœux la reconnaissance au niveau européen de notre secteur non lucratif, dont l'approche économique est différente, complémentaire et contributrice d'une économie globale productrice à la fois de richesses, de lien social et d'émancipation.

Nous remercions les rapporteurs et les sections qui comme souvent ont tenu compte des spécificités associatives, et le groupe des associations a voté ce Rapport.